



# Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n°57 du 23 septembre 2018

## Tous ensemble pour la conquête de nos droits sociaux et démocratiques !

Mardi dernier, 18 septembre, dans la foulée de l'annonce de son départ prochain du gouvernement, Collomb, encore ministre de l'Intérieur, a lancé son plan de « reconquête républicaine » des quartiers dits « sensibles ». Dans une cité de Corbeil-Essonnes, les Tarterets, dont les habitants avaient été tenus à distance par un dispositif policier impressionnant -un avant-goût de son plan-, il s'est vanté de vouloir « hisser à nouveau dans chaque rue, sur chaque dalle, au bas de chaque immeuble, le drapeau de la République ». Cette métaphore guerrière, provocante, de « reconquête » est destinée, dans la lignée de ses prédécesseurs, à faire des banlieues pauvres des territoires ennemis aux yeux de l'opinion, qui seraient de véritables jungles où la violence ferait la loi. Elle en dit long sur son mépris des travailleurs et des classes populaires qui y vivent, dont beaucoup font partie des plus pauvres, même en travaillant.

Ancien dirigeant du PS, Collomb avait été le premier des « premiers de cordée » à suivre Macron en 2016. Promoteur des lois les plus répressives comme celle sur la sécurité intérieure -qui a fait entrer dans le droit commun les mesures de l'état d'urgence- et la loi Asile-Immigration, Collomb, démissionnaire en sursis du gouvernement, essaie de faire entendre sa propre musique sur le terrain de la droite extrême. Petits jeux politiques entre serviteurs de la bourgeoisie, de cette classe minoritaire, parasitaire, grands actionnaires et dirigeants des multinationales, détenteurs des grandes fortunes, qui n'ont qu'une obsession, accroître la part qu'ils s'approprient des richesses produites par les travailleurs.

Par le biais du budget de l'État par exemple. Le gouvernement a longuement communiqué sur le « geste » qu'il a fait pour dispenser 300 000 retraités de la hausse de la CSG, un geste qui coûterait 350 millions d'euros. Mais il oublie le blocage des retraites et minima sociaux à 0,3 % alors que l'inflation est de 2,3 % et ne dit rien, et pour cause, des somptueux cadeaux qu'il offre aux plus riches. Les réformes entrées en vigueur en janvier dernier pour sortir le capital financier de l'impôt sur la fortune et taxer les revenus du patrimoine à un taux de 30 % plutôt qu'au barème de l'impôt sur le revenu représentent 4,5 milliards d'euros que les riches ne paieront pas. Il y a même

une centaine de personnes, les plus fortunées, pour qui le gain s'élève à 1,5 million d'euros en moyenne chacune par an. Quant au crédit impôt compétitivité emploi (CICE), non seulement les entreprises en seront remboursées en 2019 au titre de l'année 2018 pour une vingtaine de milliards d'euros mais elles bénéficieront en plus cette même année de sa transformation en baisse des cotisations patronales. Ce qui coûtera à l'Etat un total de 40 milliards d'euros en 2019.

Alors à côté de cela, les annonces d'augmentation du budget de l'Education -alors que 2600 postes sont supprimés- ou les sommes consacrées au « plan anti-pauvreté », ne sont pas seulement dérisoires, elles constituent une véritable provocation.

Leur République, c'est cette politique de classe, qui accentue des inégalités béantes, la police et les tribunaux en guise de fraternité.

Face à cette République des milliardaires, qui parasitent tout le travail de la population, nous voulons, nous, une république des travailleurs, de la solidarité, de l'intérêt collectif qui mette hors d'état de nuire la classe capitaliste.

Nous avons à conquérir nos droits sociaux, nos droits fondamentaux : en premier lieu contre les licenciements, le chômage, imposer le partage du travail entre tous, des emplois et des salaires qui permettent de vivre correctement, sans crainte du lendemain.

Ils mènent leur guerre contre nous, il nous faut nous organiser pour répondre et reprendre l'initiative.

Le 9 octobre, plusieurs syndicats dont la CGT, FO et Solidaires appellent à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations. C'est l'occasion de nous rassembler, de montrer notre force en toute indépendance des tergiversations des directions syndicales. L'occasion d'approfondir les liens nés des luttes des derniers mois ou de celles d'aujourd'hui pour préparer, ensemble, avec toutes celles et tous ceux qui le savent indispensable, l'affrontement avec le pouvoir et ses richissimes commanditaires !

Plutôt que de traverser la rue, occupons-la !

*Démocratie révolutionnaire*